

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

17 octobre 2024

PLFSS POUR 2025 - (N° 325)

Rejeté

**AMENDEMENT**

N ° AS1555

présenté par  
M. Bouyx et Mme Colin-Oesterlé

**ARTICLE 19**

Après l'alinéa 1, insérer l'alinéa suivant :

« 1° *bis* À la première phrase de l'article L. 5121-30, après le mot : « stock », sont insérés les mots : « , de tensions d'approvisionnement ou de risques de ruptures d'approvisionnement » ; ».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Les pénuries de médicaments sont une problématique majeure de santé publique. Selon un rapport du Sénat de l'an dernier, « 37 % des Françaises et Français déclarent avoir été confrontés à des pénuries de médicaments ».

Pourtant, des outils pourraient permettre de limiter ces pénuries.

Les dispositions législatives actuelles permettent uniquement aux pharmaciens d'officine de substituer un médicament d'intérêt thérapeutique majeur par un autre en cas de rupture.

Le rapport « Charges et produits – Proposition de l'Assurance maladie pour 2025 » constate que « l'accroissement des tensions d'approvisionnement sur de nombreux champs thérapeutiques plaide pour l'élargissement des actions à la main des autorités sanitaires afin de détecter les signaux de tension, prévenir les ruptures et engager un plan d'action gradué dans des délais courts ». Forte de ce constat, elle édicte un axe 1 centré sur la « détection du signal et plan d'action gradué face aux tensions d'approvisionnement et aux pénuries ».

L'intervention du pharmacien d'officine en amont de la rupture, à savoir lorsque l'ANSM a déclaré le produit en tension d'approvisionnement, pourrait permettre d'éviter une aggravation de la situation.